

La Nation

Journal vaudois

JAA. 1000 Lausanne 1

Bimensuel hors partis fondé en 1931, publié par la Ligue vaudoise
Le numéro: Fr. 3,50 Abonnement annuel: Fr. 77.-
Apprentis, étudiants: Fr. 33.-



La fin de L'Hebdo

Dans l'idée de Jacques Pilet, *L'Hebdo* ne devait pas se contenter de commenter la vie publique. Il s'attacherait à l'orienter et à la modeler. Il soutiendrait ardemment les causes qui lui tenaient à cœur, il s'attaquerait aux institutions jugées caduques, il promouvrait sans retenue les personnalités censées faire la Suisse de demain.

Il se plaça d'emblée dans une optique romande. Cette décision répondait certes, vu le produit et l'étroitesse du marché, à des nécessités économiques. Mais elle évacuait aussi les encombrants Etats cantonaux du champ politique. Débarassé de ces entités obsolètes et promises à une fin prochaine, *L'Hebdo* pourrait donner la pleine mesure de sa vision de l'avenir, façonnant une Suisse romande excitante et trépidante, territoire politiquement vierge où tout était à inventer.

La Romandie elle-même ne serait bien entendu que l'amorce d'un changement plus vaste qui conduirait la Suisse à adhérer à l'Union européenne, laquelle ne pouvait que se renforcer jusqu'à former une nation, base future de l'unification d'un monde immense et radieux. Tout, chez Pilet, était mouvement, changement, progrès. Tout était devenir.

Son lectorat-type correspondait à ce volontarisme optimiste: citadin peu ou prou déraciné, travaillant dans les affaires, les médias, l'enseignement ou la culture, maîtrisant l'anglais, antiraciste et festif, libéral en matière de mœurs et de finances, étatiste pour les questions sociales, le lecteur moyen de *L'Hebdo* prônerait une approche politique européenne et mondiale. Il serait féru de mode, de progrès technique et de droits de l'homme. Il incarnerait, sans le savoir, le prototype des «élites» du XXI^e siècle.

L'Hebdo ne s'intéressait guère aux leçons de l'histoire, forcément dépassées. Les mœurs et les usages, expressions de la nature profonde de la

communauté et moyens collectifs de reconnaissance, n'étaient à ses yeux que des mécanismes de blocage.

Il ne jugeait pas en fonction du vrai et du faux, mais en fonction de l'avant et de l'après selon les perspectives dessinées par son créateur. Semaine après semaine, il s'employa à substituer à une réalité politique complexe l'idéalité simple d'un langage prophétique et militant.

Et c'est dans cet esprit que se développa le style de *L'Hebdo*: des phrases courtes, sans verbe, chargées de substantifs et d'adjectifs, un débit haché, pour ne pas dire halestant, destiné à évoquer le journaliste sur la brèche et sous les balles, ou le combat sans merci contre les résistances du passé, ou le galop de la Suisse tachant de rattraper le train de l'Histoire.

«Une évidence ne se démontre pas»: personne n'a plus profité de cette formule traditionnelle que *L'Hebdo* qui, chaque semaine, déversait sur ses lecteurs des tombeaux d'évidences indémontrées.

C'est que, une fois pour toutes, *L'Hebdo* avait remplacé le raisonnement logique, fondé sur des enchaînements proportionnés de faits et d'arguments, par la répétition méthodique, obsessionnelle de mots-clefs se rapportant tous, de près ou de loin, à la notion de changement, *ouverture, frilosité, métissage, anachronisme, modernité, provincialisme, défi, mutations, cantonalisme, jeunes, dépassé, de plus en plus, décoiffant, ébouriffant, on ne peut plus, il faudra bien, il n'est plus temps, enfin*, etc.

Cette liturgie inamovible excluait *a priori* l'authentique débat intellectuel, ce dialogue mesuré que l'on engage en voulant convaincre tout en restant disposé à être convaincu. Elle dispensait même de l'effort de penser, puisqu'il suffisait de dérouler les mots et les formules agréés. C'est ce que faisait idéalement la *Logomachine*TM, ce logiciel créé en 1990 pour

permettre à tout un chacun de rédiger en permanence des éditoriaux de Jacques Pilet.

On a souvent pastiché ce style, à *La Nation*. Cela ne l'empêcha pas de devenir une référence bien au-delà des lecteurs de l'hebdomadaire. La grande presse, les politiciens et les lecteurs de *L'Hebdo* prirent l'habitude d'y recourir et il est à peine exagéré de dire que, durant une génération et demie, l'officialité romande a parlé le Pilet.

La priorité donnée à l'ambiance plutôt qu'à l'objectivité empêcha *L'Hebdo* de mettre pleinement en valeur ses apports propres au journalisme francophone, notamment les sujets de société et le journalisme d'investigation. Quand il abordait un sujet que nous connaissions, nous devions presque à chaque fois constater la partialité de l'approche, les lacunes factuelles qui en découlaient, l'aléatoire des déductions et la disproportion des conclusions.

La Nation n'est certes qu'un petit journal d'opinion rédigé par des amateurs, mais de telles publications sont si rares en Suisse romande que ça aurait valu la peine de s'affronter sur l'Europe, la Suisse, l'armée, le fédéralisme. Or, si *L'Hebdo* a quelquefois parlé de nous, pas toujours en mal, d'ailleurs¹, ce fut toujours comme sujets d'articles, jamais comme interlocuteurs dans un débat contradictoire. Dira-t-on que nos fondamentaux étaient par trop antagonistes? Ce serait une pauvre réponse, car les fondamentaux aussi méritent d'être discutés. De plus, nous ne nous rappelons pas que *L'Hebdo* ait fait plus de cas des autres organes d'opinion vaudois ou romands. En ce sens, les éloges funèbres concernant la contribution vitale de *L'Hebdo* au débat public sont pour le moins excessifs.

Durant sa vie entière, *L'Hebdo* s'est agité sur une autre planète que la nôtre, une planète héraclitéenne où le mouvement permanent noyait les contradictions et bouleversait la nature des choses, où tout recommençait perpétuellement à zéro. Tout, sauf le désir de changement.

L'Hebdo naquit et vécut par la prodigieuse énergie que lui infusait Jacques Pilet. Il en mit même tant que le mouvement continua sous ses successeurs. Mais c'était la force de l'inertie. Au fil des ans, les mots-clefs, fatigués d'un usage outrancier, finirent par perdre leur force propulsive. Ils redescendirent de leur orbite.

Et il arriva à *L'Hebdo* ce qui pouvait arriver de pire à un prophète du changement: la rédaction se bétonna dans ses certitudes déçues et sa rhétorique fanée. La volonté impérieuse d'agir «plus loin, plus large, plus profond» se transforma en une attitude de supériorité désabusée et sentencieuse.

Trente-cinq ans après, la Suisse romande n'existe toujours pas et les cantons font mieux que résister. L'Union européenne a tourné court, tyrannique à l'intérieur, impuissante face à l'extérieur. Les frontières se referment et les appartenances nationales resurgissent, d'autant plus brutalement qu'on en a davantage nié la légitimité. Vieillis et désenchantés, les abonnés se désabonnent et se tournent vers la toile. Ce «journal d'une génération», comme l'écrivit Jacques Guyaz dans *Domaine Public*, disparaît en même temps que les espoirs auxquels il avait attaché son nom.

Olivier Delacrétaz

¹ Cf. David Spring, «La Nation, imperturbable journal d'opinion vaudois», *L'Hebdo* du 31 juillet 2008.

«Traîtresse un jour, traîtresse toujours»

C'est ainsi que M. Christoph Mörgele a qualifié Mme Eveline Widmer-Schlumpf, après son intervention publique critiquant la réforme fiscale RIE III. Non contente de se défaire du Conseil fédéral auquel elle a hélas appartenu, la fausse-jetonne des Grisons a encore témoigné de son hypocrisie d'une originale façon: après

avoir torpillé le projet, elle a ajouté qu'elle ne savait pas encore ce qu'elle voterait...

Quel que soit le résultat du scrutin du 12 février, M. Mörgele mérite la Palme d'or du commentaire politique.

J.-F. C.

Vente de livres d'occasion

Nous avons dû désherber (comme disent les professionnels) dans notre bibliothèque pour faire de la place aux nouveaux ouvrages qui arrivent régulièrement dans notre local. Nous nous séparons donc d'un grand nombre de livres de qualité, que nous possédons à double ou qui ne nous sont pas absolument indispensables.

Malgré le succès de la première vente que nous avons organisée le mercredi soir précédant Noël, il reste encore plusieurs centaines de

volumes dignes d'intérêt. C'est pourquoi nous organisons une deuxième et dernière vente

**le samedi 11 février
de 10h à 16h**

dans nos locaux, place Grand-Saint-Jean 1, à Lausanne. Les prix sont modiques (la plupart des ouvrages sont à 3 ou 5 francs).

Nous nous réjouissons de vous rencontrer à cette occasion.

Réd.

L'universel et ses contrefaçons

Longtemps, l'Occident a dominé le monde et lui a imposé sa science, sa technique et certains modes d'organisation politique. Aujourd'hui, la puissance occidentale vacille. Les civilisations islamique, indienne et surtout chinoise gagnent en force. Faut-il se préparer au choc des cultures ou rechercher la paix par le dialogue? Le sinologue François Jullien a fait paraître une plaquette de 93 pages intitulée *Il n'y a pas d'identité culturelle* où il cherche à répondre à cette question. Le titre racoleur n'a pas manqué de séduire les fanatiques du multiculturalisme, mais il ne donne pas une bonne idée de l'ouvrage, résumé, peut-être trop rapide, d'un autre livre de Jullien, plus complet et mieux abouti, *De l'universel, de l'uniforme, du commun et du dialogue entre les cultures*, lequel examine des notions qu'il vaut la peine d'étudier. C'est à ce livre paru en 2008 que nous nous référons.

François Jullien est aussi philosophe. Il souhaite mieux comprendre certains concepts occidentaux en les confrontant aux méditations des lettrés chinois. Les livres de Jullien ne s'adressent pas aux politiques, il ne faut pas s'attendre à recevoir des conseils sur l'art de gouverner. Cependant, la définition sans cesse affinée de mots fondamentaux aide à mieux cerner les principes politiques.

L'universel

Est universel ce qui s'applique à tous les individus de la totalité qu'on considère. Quand un objet pesant nous échappe des mains, il se dirige vers le sol; il ne flotte pas dans les airs ni ne s'élève. Ce phénomène répété ressortit à l'universel faible. Pour parvenir à l'universel fort, relevant de la nécessité mathématique, et non de l'expérience exclusivement, la science intervient. L'universel est de l'ordre du concept, non de la sensation. Il n'y a de connaissance que du général et l'universel ne peut être que l'objet d'une science. Quand l'humanité découvre, grâce à Newton, les lois de la gravitation, elle dispose d'une théorie capable d'expliquer universellement la chute des corps. Aujourd'hui, toute personne s'adonnant à la recherche scientifique, à quelque nation qu'elle appartienne, se soumet à des règles élaborées en Occident.

Étymologiquement, universel signifie «qui se tourne vers l'Un». En Grèce, Aristote démontre l'existence d'un premier moteur qui meut tous les êtres par l'attraction que sa perfection exerce sur eux, tandis que les chrétiens aiment le Dieu unique. François Jullien ne se place pas sur le plan de la théologie, qui vise elle aussi l'universel.

Il se contente d'abord de dire que les missionnaires du XVII^e siècle n'ont pas touché le cœur des Chinois et des Japonais; ce sont plutôt les bombes et la technique qui, au XIX^e, ont forcé ces peuples à se mettre au diapason occidental. Puis, à lire les pages frappantes consacrées par Jullien au christianisme, il semble bien que celui-ci représente la tentative la plus aboutie d'accès religieux à l'universel. Par son incarnation, le Christ réconcilie l'universel et le singulier. Il promet le salut à tous les hommes, de toute nation et condition sociale, de tout sexe et de tout âge: chaque âme est appelée à lui répondre.

Le commun

Les humains se rassemblent dans des communautés, des familles, des cités, des nations. *Le commun* est ce que nous partageons avec certains de nos semblables. Il s'enracine dans l'expérience du particulier et relève du politique. Les communautés disposent de ressources, la langue par exemple, qu'elles exploitent et transmettent. Elles se distinguent les unes des autres, mais échangent des biens. Une communauté entièrement fermée (le «repli identitaire») risque l'asphyxie. Le communautarisme est une perversion de l'esprit communautaire. Le communisme en est une autre, qui vise à l'extension mondiale, par la force, de l'égalitarisme.

François Jullien place l'universel au sommet d'un triangle imaginaire. Le commun est l'un des angles de sa base. L'universel se nourrit du commun et empêche celui-ci de dégénérer en communautarisme car il le guide vers ce qui le dépasse.

L'uniforme

L'uniforme occupe le troisième angle. Il contrefait l'universel et menace de dissoudre le commun. C'est un pôle négatif, «l'habit de la mondialisation». Jullien cite le peintre Braque: «Le commun est vrai, le semblable est faux», dit celui-ci. «Trouillebert (un imitateur de Corot, réd.) ressemble à Corot, mais ils n'ont rien de commun.» L'uniforme est de l'ordre de l'utile, des moyens et de la gestion. Il s'installe subrepticement dans nos vies et nous assoupit grâce aux commodités incontestables qu'il apporte. Il vend des objets standardisés, des modes de vie, des opinions et des discours partout semblables. *La communication* (dont Barack Obama fut durant huit ans le maître insurpassé...), outil de l'uniforme, *donne l'illusion d'un partage continu s'étendant tous azimuts*. Elle dispose d'une langue particulière, l'anglais planétaire, qui lui permet de déverser, à Davos ou à l'UNESCO, son évangile humaniste, ses truisimes sur la paix et un consensus apparent.

L'uniformisation du monde (dont les Chinois sont, aujourd'hui du moins, de grands adeptes) provoque, malgré ses bons côtés, l'ennui et le mécontentement à cause des contraintes nouvelles qu'elle impose («flexibilité», obligation de bouger et de se connecter en permanence, excitation générale, concurrence). C'est elle qui engendre le repli réactif des communautés.

Combattre l'uniforme

Aussi Jullien entend-il combattre l'uniformité sur deux fronts, par le haut et par le bas. D'une part, il ne faut pas craindre de vivifier les ressources communes, notamment les langues. Jullien défend ardemment le français. D'autre part, on doit éviter le relativisme qui met toutes les cultures sur pied d'égalité, sous prétexte qu'elles se valent toutes, qu'elles peuvent subsister par elles-mêmes sans se préoccuper des autres. Ensuite, on combattra l'universalisme facile qui prétend imposer, souvent sans s'en apercevoir, un préjugé idiomatique à la planète entière. L'auteur est par exemple sévère pour les droits de l'homme qui n'ont jamais fait l'unanimité même en Occident, dont les «déclarations» ont été maintes fois réécrites et que la gauche marxiste comme la droite réactionnaire ont contestées. La doctrine des droits de l'homme ne passe pas en terre d'islam où le Coran règle d'entrée de jeu les rapports humains, ni en Chine où les revendications faites au nom des droits de l'homme signifient que l'harmonie, bien suprême, est déjà troublée, ni en Inde où le système hiérarchique des castes lié à l'hindouisme interdit que la question soit seulement posée.

Jullien n'admet presque aucun principe véritablement universel. La non-contradiction elle-même lui semble une notion étrange pour les sages chinois. Le taoïste ne se soumet ni ne renonce à ce principe. Il l'applique ou non, au gré des circonstances.

Dialogue et traduction

Cependant, Jullien admet qu'il existe une intelligence et un intelligible universels, un vécu et des expériences communes. Pour rendre cela cohérent et communicable, il faut dialoguer, mais

dans quelle langue? Surtout pas en globish, langue fade et pauvre, juste bonne à proclamer des «valeurs»: *le globish facilite l'échange, mais il n'y a plus rien à échanger*. Chaque nation s'exprimera dans sa langue et on recourra à la traduction. L'écart entre les cultures sera maintenu; on ne cherchera pas à relâcher les tensions; on ménagera ainsi un espace propice au dialogue: *les cultures se réfléchissent l'une l'autre et, en explorant l'autre, elles s'explorent elles-mêmes. Elles s'approprient l'une l'autre, mais ne se possèdent pas*.

La traduction est une tâche infinie, toujours à reprendre. En chinois, le mot «chose» se dit dong-xi, littéralement «est-ouest». Alors que les langues européennes voient en la chose une substance qui demeure, le chinois la comprend comme un flux entre deux pôles. On comprend combien l'écart peut être grand. *La vraie langue du monde, c'est la traduction*, seul moyen de mettre en œuvre un dialogue délivré de l'humanisme mou.

L'universel selon Jullien est sans véritable contenu. Il est l'objet d'une quête qui n'aboutit jamais vraiment. Cette quête apporte pourtant certains bienfaits. Elle empêche le commun de s'atrophier en l'élevant vers une perfection lointaine qui régule et discipline la pensée. Elle se démarque de l'universalisme facile qui fixe une notion du genre humain *a priori*.

La quête de l'universel déjoue l'uniformisation qui la singe, ne laissant pas le monde s'assoupir dans la facilité.

Si l'universel et le commun politique conçus à la manière de Jullien comportent peut-être trop de flous et de vides, la lutte du sinologue contre l'uniformisation et son éloge de la traduction nous convainquent.

Jacques Perrin

LPPPL ter

La loi sur la préservation et la promotion du parc locatif (LPPPL) menace directement les entreprises du secteur de la construction et les emplois qui en découlent.

Le directeur de la Fédération vaudoise des entrepreneurs l'affirme en ces termes dans un récent numéro du journal *24 heures*. C'est la première fois que cette association s'investit aussi activement dans un débat politique.

Les métiers représentés par la FVE (maçons, carreleurs, plâtriers-peintres, électriciens, etc.) ont un intérêt direct et actuel à voir les constructions nouvelles et les rénovations des bâtiments existants se poursuivre et même se développer. Si, en spécialistes de la ma-

tière, ils s'inquiètent de voir cette loi aboutir, c'est qu'ils sont convaincus qu'elle ne leur permettra pas de développer leur activité.

S'il fallait encore une preuve que cette loi ne permettra pas de «promouvoir» le parc locatif, c'est bien celle-là.

Comme les entrepreneurs, nous dirons non à cette loi le 12 février prochain¹.

J.-M. Henny

¹ Voir aussi Olivier Klunge, «Non à un tigre de papier», *La Nation* n° 2061 du 6 janvier 2017; Jean-Michel Henny, «LPPPL Loi sur la Promotion de Procédures de Pénalisation du Logement», *La Nation* n° 2062 du 20 janvier 2017.

La Nation

Rédaction
Jean-Blaise Rochat / Frédéric Monnier
CP 6724 1002 Lausanne

Tél. 021 312 19 14 (de 8h à 10h)
Fax 021 312 67 14

courrier@ligue-vaudoise.ch
www.ligue-vaudoise.ch

IBAN: CH09 0900 0000 1000 4772 4

ICM Imprimerie Carrara Morges

Entretiens du mercredi

Ces entretiens ont lieu le mercredi à 20h00 dans nos locaux de la place Grand-Saint-Jean 1 à Lausanne. Ils sont publics. L'entrée est gratuite.

8 février: «Alternative nationale», une association politique vaudoise atypique, avec Luca Bertogliati et d'autres membres de ce mouvement

15 et 22 février: pas d'entretiens

www.ligue-vaudoise.ch/mercredis

La droite et la gauche : un couple diabolique

Presque cinquante ans après la parution de *La gauche et la droite* de Marcel Regamey¹, Olivier Meuwly, le plus philosophe des libéraux-radicaux vaudois actuels, revient sur ce couple diabolique – qui hante la vie politique depuis le 28 août 1789 (vote sur le veto royal) – en publiant l'automne passé *La droite et la gauche. Hier, aujourd'hui, demain. Essai historique sur une nécessité structurante*².

Il s'agit effectivement d'un essai historique : sept chapitres historiques (allant de la Révolution à nos jours) sont encadrés par un chapitre introductif et un chapitre conclusif plus théoriques. Les sept chapitres historiques sont remarquablement synthétiques et faciles à lire. Nous en recommandons la lecture aux personnes désireuses d'avoir une vue d'ensemble de l'évolution des idées et des forces politiques au cours des deux derniers siècles, non sans émettre toutefois une réserve importante : ces chapitres contiennent bien des appréciations que nous estimons discutables, qui découlent logiquement des options philosophiques développées dans les deux chapitres théoriques. Ce sont ces options philosophiques que nous aimerions discuter dans la suite de cet article.

La première de ces options est celle en faveur du libéralisme politique, jamais avouée explicitement dans l'ouvrage. Tout au plus l'auteur écrit-il dans le chapitre introductif : « Nous nous intéressons beaucoup à la pensée libérale [...] ». De fait, le libéralisme est le courant politique auquel il est fait référence le plus souvent tout au long de l'ouvrage, et de loin. Jacques Guyaz ne s'y est pas trompé, qui qualifie M. Meuwly de « héraut libéral » dans sa recension intitulée « A la recherche du libéral perdu », parue sur le site de *Domaine Public*³. M. Guyaz

écrit en outre : « [...] Les intellectuels romands ont largement déserté la droite helvétique modérée et dans ce désert de la pensée [les] seuls vrais interlocuteurs [de M. Meuwly] sont à gauche. » Nous souhaitons, par notre propre recension, démentir l'affirmation quelque peu téméraire de M. Guyaz.

M. Meuwly nous semble se contredire au sujet du positionnement du libéralisme sur l'éventail politique. Le libéralisme est-il à droite ou au centre ? M. Meuwly commence par dire, à la suite de Norberto Bobbio, que la gauche met l'accent sur l'égalité alors que la droite « d'obédience libérale ou conservatrice » met l'accent sur la liberté. Vers la fin de l'ouvrage, il écrit à nouveau que « la droite reste empêtrée dans une lutte sourde entre son pilier conservateur [...] et son pilier libéral ». Le libéralisme serait donc à droite. Pourtant, M. Meuwly écrit aussi dans le chapitre introductif que « la pensée libérale [...] semble incarner cette dialectique complexe qui s'est installée entre droite et gauche, comme un lieu de passage cardinal entre les idéologies » et, de nouveau vers la fin de l'ouvrage, il est question du « vrai libéralisme, à la charnière entre la droite et la gauche ». Cette fois, le libéralisme serait donc au centre. Essentiellement, le libéralisme ne peut pas être à la fois à droite et au centre, il faut choisir.

Historiquement, le libéralisme a été de gauche pendant la première moitié du XIX^e siècle, quand il n'avait pas encore sur sa gauche le pôle socialiste et avait seulement sur sa droite le pôle conservateur. Le libéralisme a été de droite pendant la guerre froide, quand le pôle conservateur sur sa droite avait pratiquement disparu et qu'il avait seulement sur sa gauche le pôle socialiste. Quand le pôle conservateur et le pôle

socialiste sont tous les deux présents, comme ce fut le cas pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle et comme c'est de nouveau le cas aujourd'hui, le libéralisme occupe tendanciellement le centre, où il bénéficie d'un positionnement stratégique lui permettant de s'allier tantôt avec la droite contre la gauche, tantôt avec la gauche contre la droite.

Qu'est-ce qui retient alors M. Meuwly d'affirmer sans réserve la nature tendanciellement centriste du libéralisme ? Il semble que ce soit un préjugé hégélien – l'hégélianisme est en effet la seconde option philosophique implicite de M. Meuwly – contre « le centre [qui] ne veut pas dépasser les antinomies qui le constituent dans une synthèse supérieure, étape régénératrice de l'opposition antérieure et créatrice d'un nouveau modèle politique ». C'est selon nous cette hésitation quant au positionnement du libéralisme qui explique ce que M. Guyaz constate à juste titre, à savoir que M. Meuwly « apparaît beaucoup plus à l'aise pour décrire, souvent avec clarté, les méandres de la gauche que les labyrinthes, parfois obscurs, de la droite ».

Une autre affirmation paradoxale est également révélatrice des options libérale et hégélienne de M. Meuwly. Celui-ci écrit : « [...] L'opposition gauche-droite est immanente à l'essence du politique, [...] elle a accompagné son développement depuis la Révolution française [...] ». L'opposition gauche-droite étant apparue lors de la Révolution française, est-ce à dire qu'il n'y avait pas de politique jusqu'alors ? Ce serait un peu grossier.

Ce que M. Meuwly veut dire en réalité, c'est que la divergence des intérêts et des opinions est inhérente à la vie politique, l'opposition gauche-droite étant

la forme que prend cette divergence dans le système parlementaire issu de la Révolution. Il écrit en effet quelques lignes plus bas qu'il y a « toujours au moins deux » opinions et, dans le chapitre conclusif, qu'« il y a toujours au moins deux façons de comprendre le monde et son devenir ».

Ces divergences sont-elles irréductibles ? Faut-il renoncer à les faire converger ? C'est ce que semble croire M. Meuwly : « Rémanente fut la conviction de pouvoir évacuer ces deux bornes [gauche et droite] pour les remplacer par une approche plus fluide de l'action politique, dictée par les seuls impératifs du bien commun. Mais qu'est-ce que cet intérêt général si souvent brandi comme guide suprême de l'acte politique pris en lui-même ? Sa détermination ne ressortit-elle pas elle-même d'une vision au moins duale de la politique ? »

Contrairement à M. Meuwly, nous considérons qu'il revient à l'autorité politique de faire converger les intérêts divergents qui, sans cela, risquent de se muer en ferments de guerre civile. Cette autorité bienfaisante n'est pas réservée aux régimes monarchiques : il suffit de penser à un Périclès ou, plus près de nous, à un Vaclav Havel ou un Léopold Sédar Senghor. Des hommes non pas « providentiels », mais simplement au-dessus de la mêlée.

Denis Ramelet

¹ Marcel Regamey, *La gauche et la droite*, Cahiers de la Renaissance vaudoise, n° 50, 1968.

² Olivier Meuwly, *La droite et la gauche. Hier, aujourd'hui, demain. Essai historique sur une nécessité structurante*, Slatkine, 2016, 211 pages.

³ www.domainepublic.ch/articles/30093/comment-page-1

Le Kalevala de Jean-Louis Perret

D'une dame inconnue, avec un cachet postal de Genève, j'ai reçu fin décembre une lettre qui m'a surpris. La graphie de l'enveloppe était juvénile. L'expéditrice, après quelques propos aimables, me révéla qu'elle est aveugle, âgée de 104 ans. Elle se fait aider dans sa correspondance et ses écrits. En dépit d'un handicap qui n'affecte ni sa pensée ni sa volonté, elle a fait paraître en 2009, dans sa ville, une éclairante monographie de cent trente pages sur le *Kalevala*, épopée finlandaise qui appartient à la littérature universelle¹. Ma correspondante rappelle, connaissant mes affinités nordiques, que je l'avais naguère encouragée dans ses efforts pour la réhabilitation et, souhaitons-nous, pour une digne réédition de cette œuvre. Composée de cinquante chants en finnois, elle exalte et décrit la naissance du monde et le destin de ceux que les Grecs appelaient les hyperboréens.

Juliette Monnin-Hornung obtint, pour son étude dictée et confiée à son petit-fils, l'appui de l'Université de Genève par une préface de son ancien recteur André Hurst, helléniste. Le *Kalevala* fut aussi présenté dans une petite exposition au Salon du livre et occupa un cercle d'études. Elle me demande aujourd'hui comment ranimer l'intérêt pour l'épopée finlandaise et donner suite à notre vœu de la voir republiée.

Ces lignes sont une manière de lui répondre. Mais pourquoi diable parler d'un chef-d'œuvre lyrique en langue finno-ougrienne dans *La Nation* ? Je revois le sourire de Marcel Regamey quand il nous disait : « Tout est dans tout, et inversement. » En effet, il convient de rappeler que le *Kalevala* a été traduit en français, et même deux fois, par un Vaudois, Jean-Louis Perret, docteur ès lettres et pendant dix-huit ans lecteur à l'Université de Helsinki. Il publia aux Editions Stock, pour un large public, en 1931, après une première version de l'épopée, une nouvelle traduction dite métrique. Plus clairement : elle fut rythmée par des octosyllabes au souffle poétique. Cette narration mythique devint dans les pays de langue française un plaisir de lecture. A chacun, et non plus aux seuls érudits, fut révélé le monument d'une tradition populaire, tel qu'il fut composé par un médecin poète, Elias Lönnrot (1802-1884) après une vaste collecte des mélodies qui survivaient dans les villages et chez les derniers bardes de Carélie. Son travail allait pousser les voisins d'Estonie à découvrir et publier en leur propre langue des mythes parallèles, dans leur *Kalevipoeg*, réactualisé aujourd'hui comme garant de leur indépendance reconquise. En Amérique, l'exemple du Finlandais inspira les enquêtes auprès des Indiens d'où naquit

Le chant de Hiawatha, l'œuvre célèbre de Longfellow. Le *Kalevala* fut l'une des sources de Mircea Eliade travaillant sur son *Histoire des religions* et il inspira les recherches de Jung sur les liens entre la mythologie et la psychologie des profondeurs.

A propos de Lönnrot, je me suis toujours interrogé sur l'aspect pratique de son entreprise d'écoute, dans ses zigzags au nord du lac Ladoga, visitant les communautés forestières, au début du XIX^e siècle, quand la mémoire des peuples fonctionnait encore oralement. Nul doute que l'exercice généralisé de longues narrations, transmises au long des siècles, affina physiologiquement les synapses et dans les cerveaux stimula l'imaginaire. A foison, mais avec de singulières précisions, les mélodies épiques furent recueillies et reformulées par Lönnrot. Elles devinrent une œuvre de 22'795 vers, le *Kalevala*. Telle fut l'ampleur d'un sauvetage miraculeux, comme chez Homère qui en Grèce, il y a 2800 ans, avec son génie littéraire absolu, puisa à des sources pareilles. Mais qui pouvait se figurer qu'un Nord parsemé de sylve et de lacs par milliers débordait non seulement de champignons et d'airelles, mais de récits très articulés, venus de loin. Ils nous conduisent de la naissance du monde aux pouvoirs secrets de divini-

tés surgies des eaux, des brumes et des tempêtes de neige. Les rebondissements familiaux, concrets, héroïques ou mythiques, sont moins dominés par les réglemens de compte violents que dans les sagas des Vikings. Dans le *Kalevala* prévaut une aspiration sans cesse renouvelée à l'harmonie, poignante quand on la perçoit sous les menaces des forces naturelles. Musicalement, Sibelius fut pénétré de cette mystique qui nous est transmise jusqu'à ce jour par *Finlandia* ou *Le Cygne de Tuonela*.

Jean-Louis Perret (1895-1968), après dix-huit ans passés à Helsinki, revint enseigner modestement à l'Ecole normale de Lausanne. Le public ignorait que cet homme était un pilier dans les liaisons littéraires entre le finnois et la francophonie, mais la Finlande reconnut pleinement son rôle. Par son ambassadeur à Berne, elle organisa une fête en son honneur à Lutry. L'Encyclopédie vaudoise ne l'a pas oublié, le plaçant parmi nos grands traducteurs. Il serait temps, Juliette Monnin-Hornung a raison, qu'un geste enfin soit accompli : la publication du *Kalevala* parmi nos propres classiques.

Bertil Galland

¹ Juliette Monnin-Hornung, *Le Kalevala – Ses mythes, ses divinités, ses héros, sa magie*. Editions Nicolas Junod, collection Mythes et sociétés, Genève.

Comment couvrir le coût des soins du 3^e âge ?

La boîte à idées *Avenir Suisse*, favorablement relayée par le Centre Patronal (*Service d'information* du 25 janvier), propose l'institution d'une épargne obligatoire pour financer les soins et l'hébergement rendus souvent nécessaires par le grand âge. La Suisse, grâce aux initiatives privées et à l'action de ses cantons, a mis en place un dispositif développé et efficace, mais qui a son prix. Et comme les personnes qui recourent à ces services ne peuvent souvent pas les payer entièrement et que l'assurance-maladie ne couvre qu'une faible part de frais, c'est la main publique qui fonce pour le reste, principalement par le truchement des prestations complémentaires (PC) AVS. Elles bénéficient à environ la moitié des pensionnaires des EMS, pour un montant annuel de presque 5 milliards. L'augmentation a été de 3 milliards environ depuis dix ans et l'on doit s'attendre à ce que la hausse se poursuive en fonction de l'évolution démographique. Les soins à domicile sollicitent aussi un financement public pour une part des coûts. Le total des versements publics atteint 7 milliards

et pourrait doubler, voire plus, d'ici 2040, si l'on ne suit pas de nouvelles pistes.

Avenir Suisse propose la création d'une épargne-vieillesse obligatoire pour l'assistance et les soins liés à l'âge. Chacun serait astreint, à partir d'un certain âge (par exemple 55 ans) à verser chaque mois un certain montant sur un compte d'épargne (200 francs mensuels permettraient d'accumuler près de 100'000 francs jusqu'à la fin de la vie) pour financer les soins dont il aura besoin. Au décès, les héritiers toucheraient la part non utilisée de cette épargne, ainsi récompensés s'ils ont pris en charge leur parent. Les PC pourraient dès lors être consacrées à une aide beaucoup plus ciblée en faveur des plus démunis, qui n'auraient pas eu les moyens de constituer l'épargne.

Cette idée mérite examen et soutien dans son intention générale. L'hébergement en EMS est fort coûteux, de même que les soins à domicile dont la rationalisation est malaisée. Ces frais doivent être pris en charge par les bé-

néficiaires des prestations autant que possible et non surcharger la population active – via l'impôt alimentant les PC – qui doit faire face à bien d'autres dépenses. Cela d'autant plus que les personnes âgées semblent jouir assez souvent d'une situation financière relativement confortable, mais ne sont nullement enclines à épargner pour les soins de fin de vie, assurées qu'elles sont du secours public.

Plus généralement, toute proposition tendant à ventiler les coûts de l'action sociale entre plusieurs sources de financement spécifiques doit être saluée. En effet, la « sécu » générale est un tonneau sans fond et son alimentation par l'impôt redistribué engendre irresponsabilité et perte de maîtrise. Au contraire, la segmentation du financement de l'action sociale selon les risques et la « clientèle » appelée à y contribuer, favorise une gestion plus concrète et une surveillance plus attentive; lorsque l'institution spécialisée va tomber dans les chiffres rouges, on cherchera d'autres solutions que le recours aux deniers publics.

La concrétisation de l'idée que nous décrivons ici pose néanmoins diverses questions, dont nous ne retiendrons que trois.



Que pense le Christ des multinationales ?

Dans le cadre de la campagne en vue des prochaines votations, un certain nombre de responsables religieux appellent à refuser la réforme de l'imposition des entreprises (RIE III). M. Res Peter, pasteur à Zurich, a déclaré: «C'est la justice sociale qui est en jeu.»

LE COIN DU RONCHON

Il s'est attiré une réplique de Mme Régine Sauter, conseillère nationale PLR et directrice de la Chambre de commerce zurichoise: «Ce n'est pas le rôle de membres de l'Eglise de s'engager sur le terrain politique, encore moins au niveau national et sur un sujet fiscal.»

On ne peut pas défendre une cause valable en disant *n'importe quoi*. L'Eglise, dans la mesure où elle a la lourde et délicate tâche de se préoccuper de notre salut, a le droit de se prononcer sur *tous les sujets*, y compris en matière de fiscalité et sur le plan fédéral – que Mme Sauter confond regrettablement avec «national». En outre, tout le monde sait, depuis Don Camillo, que l'Eglise a un rôle éminemment positif à jouer en politique.

En revanche, on a le droit de reprocher aux gens d'Eglise leur tendance à aborder les questions politiques sous un angle socialiste plutôt que d'un

L'épargne en vue du grand âge doit-elle être obligatoire, comme le veut *Avenir Suisse*? Ou pourrait-on imaginer un système volontaire, favorisé par une complète exonération fiscale des cotisations, et certains avantages tels que le libre choix de l'EMS et la disposition d'une chambre à un lit?

Doit-on concevoir une simple épargne, ou plutôt une assurance? Les besoins futurs de chacun sont imprévisibles individuellement – les uns «mourant en bonne santé», les autres sollicitant longtemps les services adaptés à leur dépendance. Peut-être devrait-on donc préférer la mutualisation des risques.

Enfin, il convient de s'assurer que le système proposé permettrait effectivement de couvrir une part importante des coûts. Les vieillards les mieux nantis, aujourd'hui, paient les frais d'assistance et de pension par leurs propres moyens. Les plus démunis ne pourront pas cotiser à l'épargne en vue du grand âge. Il s'agit de vérifier que la grande majorité de la population se situe entre ces deux extrêmes.

L'idée décrite ici a été reprise sous forme de motion par des conseillers aux Etats PLR, PDC et UDC. On souhaite qu'elle soit traitée de la manière la plus objective, sans *a priori* collectiviste, et en gardant à l'esprit que la croissance démesurée des dépenses sociales publiques nous lance contre le mur.

Jean-François Cavin

Revue de presse

Deux dictateurs, deux mesures

La mort de Fidel Castro a suscité, dans les médias, des articles tous plus dithyrambiques les uns que les autres à l'égard du *Lider Máximo*. On a bien lu ici ou là que le tyran cubain avait dû éliminer des «généralistes» pour arriver au pouvoir, mais il ne s'agissait que de dégâts collatéraux en quelque sorte... Dans le courrier des lecteurs de 24 heures du 9 décembre dernier, une lettre de M. Jean-Daniel Gousenberg veut corriger cette vision unilatérale:

Quand Pinochet est mort, nos médias bien-pensants l'ont qualifié d'«un des tyrans les plus sanguinaires du siècle». Combien de personnes avait-il tué ou fait tuer? 2300 selon ses adversaires communistes (donc un nombre certainement pas inférieur à la réalité).

Castro vient de mourir. Lui a tué ou fait tuer dix fois plus (au moins) d'opposants que Pinochet rien qu'à Cuba (moins peuplé que le Chili), fait massacrer par son armée des dizaines de milliers d'Africains non communistes en Angola et en Ethiopie, et par des guérillas à sa solde des dizaines de milliers d'Américains latins. Aussi, et à plus forte raison, «un des tyrans les plus sanguinaires» de notre époque, pas vrai? Pas pour nos médias.

Deux poids, deux mesures, qui illustrent deux axiomes de nos médias bien-pensants: tout ce qui est communiste est excusable; ce qui est inexcusable, c'est d'avoir combattu victorieusement le communisme. [...]

Appropriation culturelle, un racisme déguisé ?

Sur le site *Causeur.fr*, nous avons retenu cet article, daté du 30 décembre 2016, du journaliste et sociologue canadien Mathieu Bock-Côté, et évoquant une dérive, parmi d'autres, de l'antiracisme:

Le scandale canadien du mois, révélé par le quotidien La Presse, nous vient

de l'université Queen's en Ontario. A la mi-novembre s'est tenu sur le campus un bal costumé, où certains étudiants se sont déguisés en moines bouddhistes, en combattants Viêt-cong ou en cheikhs arabes. Un banal bal costumé, donc. Mais non, ça ne se passe plus comme ça au Canada.

En effet, dès que la nouvelle a circulé, l'antiracisme universitaire s'est instantanément mobilisé pour condamner ce scandale. Et l'accusation est grave: il s'agirait là d'un cas manifeste d'appropriation culturelle. Le badaud de bonne foi se demandera de quoi on parle. Ce concept est en vogue depuis quelques années dans les universités américaines.

On définira la chose ainsi: il y a appropriation culturelle lorsqu'une personne associée à la majorité blanche dominante (lorsque c'est un homme hétérosexuel, c'est encore pire) s'approprie un symbole culturel – sacré ou non – lié à une minorité dominée pour l'instrumentaliser de manière esthétique ou ludique. [...]

Etrange retournement. On croyait devoir chanter le métissage, mais l'antiracisme se retourne et célèbre l'essentialisme identitaire: chacun restera dans sa case et n'en sortira jamais. Paradoxalement, les mêmes célèbrent la théorie du genre qui permet à chacun de céder au fantasme de l'auto-engendrement tout en multipliant les bricolages identitaires.

Dans le cas qui nous intéresse ici, celui de l'université Queen's, s'ajoutait l'accusation de reproduire des stéréotypes racistes. Tout cela peut faire rire. Mais on devrait s'inquiéter de ce que deviennent les universités nord-américaines, où le multiculturalisme et le politiquement correct s'accouplent pour engendrer une forme de bêtise fanatisée qui voit partout s'exercer l'empire de l'homme blanc et pousse à une résistance généralisée contre lui. [...]

Le politiquement correct est rendu fou, l'esprit de sérieux domine tout, et la nouvelle police des mœurs diversitaires met son nez partout. Amis français, soyez attentifs, ça arrivera bientôt chez vous.